

# LES CHIFFRES

**82**

En remportant 82 % des sièges lors des élections législatives du 8 novembre, la LND a dépassé son score de 2015.

(crédit photo : Ludivine Roux)



**18**

Avec 18 % des sièges, la représentation des femmes en politique augmente de 6 % par rapport au scrutin de 2015.

(crédit photo : Adeline Crausaz)

**25**

L'USDP - le parti allié de l'armée - essuie une cuisante défaite dans les urnes, mais les militaires restent indélogeables. Ils continueront d'occuper d'office 25 % des sièges au parlement.



### Législatives 2020

La forte participation et la victoire massive de la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND) lors du

scrutin du 8 novembre ont déjoué les prévisions des observateurs. Si la victoire de la LND était attendue, l'émergence d'une opposition dans les urnes l'était aussi, en particulier au niveau des états ethniques. Mais les birmans - y compris les minorités ethniques - ont très majoritairement fait le choix de la LND, à l'exception de l'état Shan et de l'état d'Arakan. Les éventuelles velléités présidentielles du commandant en chef de l'armée Min Aung Hlaing tombent à l'eau : la LND sera en capacité de désigner le président du pays. La déroute électorale de l'USDP, le parti allié à l'armée, est un signal fort. Après avoir menacé le pays de déstabilisation avant les élections, l'armée a rejeté l'appel de ce parti politique en échec, qui demandait la tenue d'un nouveau scrutin... avec l'appui de l'armée ! Le contexte post-électoral est loin d'être serein. Le 21 novembre, U Htike Zaw, un député LND fraîchement élu dans le nord de l'état Shan, a été assassiné. De l'autre côté du spectre, le résultat de la LND signifie que le fait de mettre en prison les voix dissidentes - et plus largement le non-respect des droits humains - n'a pas d'incidence électorale. Quels seront les leviers d'évolution ? La société civile engagée dans la défense des droits humains demande des actes et un changement total d'approche. Entre autres défis, l'ONG Progressive Voice souligne qu'il « *serait inacceptable que le nouveau gouvernement poursuive son approche déplorable en matière de droits humains : il doit changer de voie* ».



#Electionsbirmanie2020

### Les observateurs et la communauté internationale

Après une série d'incidents violents peu de temps avant les élections, la journée de vote du 8 novembre s'est déroulée dans le calme. Les observateurs locaux et internationaux attestent d'un déroulement dans l'ensemble satisfaisant. Le Centre Carter rappelle néanmoins que des élections sous l'égide de la Constitution de 2008, des lois électorales en vigueur et des dispositions discriminatoires de la loi sur la citoyenneté ne sauraient être pleinement démocratiques. Les communiqués post-scrutin des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de l'Union Européenne (UE) et de la France préfigurent plutôt une continuité dans l'engagement avec la Birmanie. Comme l'UE, la France appelle à la tenue d'élections législatives partielles dans les circonscriptions privées de vote et mentionne la nécessité de garantir les droits civils et politiques de tous, y compris des Rohingya. Des mots qui viennent sur le tard ? De la communauté internationale aussi, la société civile attend des prises de position et des actes à la mesure des violations des droits humains qui continuent d'être commises. La Chine, le Japon et l'Inde se sont également positionnés au lendemain des élections. Leur influence respective sera assurément à l'agenda de ces prochaines années.



### Elections partielles : un enjeu de taille, mais pas pour tous

Davantage de personnes ont été privées d'élections en Birmanie en 2020, qu'en 2015 et en 2010. Alors qu'en 2010 les Rohingya pouvaient voter avec leurs cartes d'enregistrement, dix ans plus tard l'effacement de leur appartenance à la Birmanie est bel et bien à l'œuvre : leur exclusion en 2020 s'inscrit dans le cadre d'une politique qualifiée de génocidaire. Plus de 1,5 millions de birmans issus de minorités ethniques ont par ailleurs été privés d'élection au nom de l'insécurité. La tenue d'élections partielles reste donc un enjeu de taille, en particulier dans l'état d'Arakan. L'Arakan Army (AA) a demandé qu'elles aient lieu le plus tôt possible, un appel auquel l'armée a annoncé souscrire ! L'organisation de ces élections partielles revient à la commission électorale. Les voix de tous ceux qui sont privés de « démocratie » doivent être entendues.

### Liens avec l'armée : des entreprises coréennes dans le viseur de Justice for Myanmar (JFM) et de la société civile coréenne



Le géant de la bière japonais Kirin a annoncé avoir suspendu le versement de dividendes à ses partenaires liées à l'armée et la pression continue de monter pour les entreprises aux relations d'affaires compromettantes. La campagne citoyenne Justice for Myanmar et 2 organisations de la société civile, « Korean Civil Society in Solidarity with Rohingya » et « Korean Transnational Corporations Watch », portent plainte contre 5 entreprises coréennes ayant des liens commerciaux avec l'armée. Ces « plaintes » ont été adressées à la Commission nationale des droits de l'Homme de Corée, au Groupe de travail de l'ONU sur les entreprises et les droits de l'Homme et au point de contact de la Corée au sein de l'OCDE. POSCO, Pan-Pacific et Inno Group ont des entreprises conjointes avec le conglomérat Myanmar Economic Holdings Limited (MEHL), dont les dividendes sont distribués à l'armée. Les dividendes du MEHL sont notamment distribués au Commandement Ouest et aux 33ème et 99ème divisions d'infanterie qui ont commis les pires atrocités contre les Rohingyas en 2016 et 2017. Le commandant en chef de l'armée Min Aung Hlaing et le vice-général Soe Win, mis en cause pour les crimes les plus graves en droit international, sont également actionnaires du MEHL. La filiale LOTTE Hotels & Resorts et Daesun Shipbuilding & Engineering Co. Ltd sont également visés. Le [communiqué](#) de JFM du 26 novembre apporte plus de détails. LOTTE Hotels and Resorts, filiale de POSCO et de LOTTE Corporation, a développé un hôtel à Yangon sur un terrain loué à l'armée. En décembre 2019, Daesun Shipbuilding & Engineering Co. Ltd., détenue majoritairement par l'entreprise publique Korea Eximbank, a transféré un navire/plateforme de débarquement à l'armée navale. Ce navire améliore considérablement les capacités de transport de troupes et d'équipements. Il est susceptible d'enfreindre les obligations de la Corée du Sud au titre du Traité sur le commerce des armes.

### Plaidoyer de la société civile à l'occasion du 37ème sommet de l'ASEAN

Les Etats membres de l'ASEAN doivent tout mettre en œuvre pour éviter une nouvelle crise des réfugiés Rohingyas en mer. A l'occasion du 37ème sommet de l'ASEAN, [16 organisations humanitaires](#) - parmi lesquelles Médecins du Monde France et Solidarité International – leur demandent de respecter leurs obligations internationales en matière de secours et de protection et d'élaborer une réponse régionale à la crise Rohingyas. Dans une [lettre ouverte](#), des parlementaires de l'ASEAN demandent à cette organisation régionale de dépasser son approche strictement humanitaire de la crise et de peser davantage alors que la Birmanie, jusqu'à présent, dicte les termes de son agenda. « *Il est temps pour l'ASEAN de mettre en place une véritable stratégie qui intègre les racines de cette crise, sans quoi les Rohingyas et toutes les autres communautés du Rakhine risquent de souffrir encore davantage.* »

### Appel à la libération des étudiants arbitrairement détenus et à l'arrêt des poursuites

[10 organisations de défense des droits humains](#) appellent à la libération de tous les étudiants arbitrairement détenus pour avoir manifesté contre la guerre et la coupure d'internet dans les états d'Arakan/Chin. Elles demandent aux autorités de cesser ces poursuites et de réformer les lois qui les rendent possibles. Des douzaines d'étudiants ont été poursuivis ; certains ont été lourdement condamnés et sont placés à l'isolement. Cette politique répressive à l'encontre de mouvements étudiants pacifistes a été menée dans au moins sept endroits du pays. Alors que le climat pré-électoral a vu la répression s'accroître, le contexte post-électoral verra-t-il la situation s'améliorer ?

## FOCUS

### Extraits du dossier post-élection de l'ONG Progressive Voice 25 novembre 2020

#### « Mandate for democracy ? Military politics rejected as Myanmar votes for a yet unrealized democracy »

Les élections générales de 2020 ont abouti à un rejet catégorique de l'engagement de l'armée dans la politique et à un mandat clair pour la poursuite de réformes démocratiques. Mais les élections elles-mêmes ont été fondamentalement imparfaites. La privation massive du droit de vote et la marginalisation des minorités ethniques et religieuses ont été pires qu'en 2015 et seront la marque des élections de 2020. L'armée a déployé des efforts manifestes pour saper les élections. La désinformation et les discours de haine qui ont été diffusés en ligne - en partie par des personnes liées à l'armée - peuvent avoir contribué à l'augmentation des niveaux de violence et cas de décès liés aux élections. La remise en cause publique par l'armée de la gestion des élections implique qu'elle continuera à faire obstacle à la démocratie à chaque occasion et a soulevé des inquiétudes quant aux ambitions politiques du général en chef et criminel de guerre Min Aung Hlaing. La participation politique des femmes est restée faible, ce qui se traduira par une faible représentation des femmes au parlement et au gouvernement. Enfin, les niveaux accrus de violence liée aux élections sont profondément préoccupants et pourraient avoir un effet dissuasif sur les droits politiques et le processus de démocratisation.

Le nouveau gouvernement dirigé par la LND doit remédier à ces graves lacunes et il doit y avoir un changement fondamental par rapport à celui de son premier mandat. La transition démocratique ne consiste pas seulement à gagner face aux militaires lors des élections ; il doit y avoir : un plan en vue de retirer entièrement les militaires de la politique; la fin de la persécution génocidaire à l'encontre des Rohingya et de la discrimination systémique et institutionnalisée contre les minorités ethniques et religieuses ; la réconciliation nationale et l'instauration d'une véritable démocratie fédérale doivent être une priorité; et les droits de l'homme doivent être respectés, protégés et mis en oeuvre. La communauté internationale peut et doit aider le Myanmar à atteindre cet objectif.

*«De nombreux ... gouvernements occidentaux favorables à l'engagement ont démontré leur volonté de placer la promotion de la démocratie - aussi imparfaite qu'elle puisse être au Myanmar - au-dessus de la protection des Rohingya et d'autres minorités contre des atrocités à venir. Mais sacrifier la vie et la sécurité des Rohingya au nom de la promotion de la démocratie est immoral et à courte vue.»*

Ces mots de Wai Wai Nu - fondatrice et directrice exécutive du Women's Peace Network au Myanmar et ancienne prisonnière politique - ont été publiés dans un article du Times. Son message à la communauté internationale n'est pas exagéré. *« Il est temps que les gouvernements occidentaux arrêtent d'approuver une démocratie fondamentalement défectueuse et exercent une pression plus forte sur le Myanmar. »*

La communauté internationale doit mettre en oeuvre tous les moyens économiques, juridiques et diplomatiques pour isoler l'armée et rejeter son rôle en politique, comme l'a fait le peuple du Myanmar. Dans le même temps, le nouveau gouvernement de la LND doit être tenu responsable de ses obligations internationales en matière de droits humains. Si la LND est de retour au gouvernement, elle ne peut pas revenir avec la même approche. Elle doit changer de cap.

*«Le monde doit faire en sorte que la pression mondiale puisse changer les priorités du gouvernement du Myanmar afin qu'il protège toute sa population - y compris les Rohingya - d'atrocités futures», poursuit Wai Wai Nu. «Nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre les prochaines élections et de laisser cette crise rester sans réponse pendant encore cinq ans.»*

### **Recommandations :**

#### **Au nouveau gouvernement dirigé par la LND :**

- Ratifier immédiatement les conventions internationales, y compris le PIDCP et l'ICERD et aligner les lois nationales sur les traités internationaux ;
- Reconnaître les Rohingya en tant que groupe ethnique du Myanmar et les graves atrocités commises contre eux en tant que groupe par les forces militaires et de sécurité ;
- Abroger ou modifier la loi sur la citoyenneté de 1982 conformément aux normes internationales des droits de l'homme et rétablir la citoyenneté des Rohingya ;
- Rendre justice et faire rendre des comptes pour toutes les violations des droits de l'Homme commises contre des minorités ethniques et religieuses par des membres des forces militaires et de sécurité ;
- Coopérer avec les mécanismes internationaux visant à garantir la justice pour les victimes des minorités ethniques et religieuses et les survivants de violations des droits de l'Homme ;

- Faire des efforts sincères pour mettre fin à la guerre civile, aux crimes de guerre, aux crimes contre l'humanité, au génocide et à toutes les violations des droits de l'Homme contre les civils ;
- Se conformer immédiatement aux mesures provisoires ordonnées par la Cour Internationale de Justice (CIJ) ;
- Prendre des mesures significatives vers l'établissement d'une véritable démocratie fédérale conformément aux principes d'égalité et d'autodétermination des nationalités ethniques, tels qu'énoncés dans l'Accord de Panglong de 1947 ;
- Amender la Constitution de 2008 pour placer l'armée sous un contrôle civil total et mettre en place un véritable système fédéral démocratique de gouvernance fondé sur l'égalité et le droit à l'autodétermination ;
- Mettre fin à toutes les poursuites pénales à caractère politique et autres restrictions à la liberté d'expression et de réunion ;
- Abroger ou modifier les lois qui portent atteinte à la liberté d'expression et de réunion et retirer toutes les accusations injustes contre des individus en attente de jugement ou purgeant des peines pour avoir exercé leurs libertés fondamentales ;
- Prendre toutes les mesures nécessaires pour que les auteurs de discours de haine, qui ont appelé et incité à la violence contre des groupes particuliers, rendent des comptes au moyen de procédures judiciaires équitables et transparentes et déployer des efforts sincères pour combattre les discours de haine qui perpétuent la discrimination fondée sur le sexe, la race, l'ethnie et la religion ou d'autres caractéristiques déterminantes ;
- Adopter et mettre en œuvre des politiques spécifiques et ciblées pour faire progresser la participation politique, le leadership et l'égalité des sexes des femmes conformément aux obligations internationales découlant de la CEDEF ;
- Promulguer et mettre en œuvre le projet de loi sur la prévention de la violence à l'égard des femmes, en s'assurant qu'il identifie, définit, interdit et punit de manière adéquate les crimes sexistes et respecte les obligations internationales en vertu de la CEDEF et de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité ;

- Veiller à ce que justice soit rendue aux victimes de violences liées aux élections et à leurs familles, et à cette fin, mener une enquête publique complète et indépendante sur les causes des violences liées aux élections, en tenant compte du rôle des forces de sécurité, des responsables électoraux, des partis politiques et des candidats ;
- Organiser des élections partielles dès que possible et, à cette fin, appeler à un cessez-le-feu immédiat, en particulier entre l'Arakan Army et l'armée du Myanmar pour garantir que les électeurs puissent participer en toute sécurité à une élection partielle inclusive, libre et juste.

**À la communauté internationale :**

- Réévaluer la politique à l'égard du Myanmar à la lumière des actions non démocratiques et des violations des droits de l'Homme par le gouvernement dirigé par la LND et de la commission en cours de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité par l'armée ;
- Renforcer le soutien aux mécanismes de justice internationale en cours pour garantir la justice et la responsabilité pour les violations des droits de l'Homme, les crimes de guerre, les crimes contre l'Humanité et le génocide commis contre des minorités ethniques et religieuses par des membres des forces militaires et de sécurité ;
- Imposer des sanctions ciblées contre les chefs militaires, les entreprises appartenant à des militaires et les entreprises dites de copinage ;
- Demander avec fermeté au gouvernement nouvellement élu - dirigé par la LND - de rendre compte de ses obligations internationales en matière de droits humains et de faire respecter les mesures préliminaires ordonnées par la CIJ ;
- Assurer le respect par le Myanmar des mesures provisoires de la CIJ en veillant à ce que le Myanmar reste à l'ordre du jour du Conseil de sécurité des Nations Unies et que le Conseil de sécurité des Nations Unies organise des auditions publiques pour évaluer le respect par le Myanmar des mesures provisoires ;
- Ne pas accepter le déni continu et la persécution génocidaire à l'encontre des Rohingyas.